



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

sidérurgie

Question au Gouvernement n° 66

Texte de la question

SIDÉRURGIE

M. le président. La parole est à M. Gaby Charroux, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Gaby Charroux. Monsieur le président, mes chers collègues, ma question s'adresse à M. le ministre du redressement productif.

Plusieurs députés du groupe UMP. Ah !

M. Gaby Charroux. Monsieur le ministre, la situation de la sidérurgie en France et en Europe ne cesse de s'aggraver. C'est le résultat de choix industriels de renoncement qui délaissent les investissements productifs au profit de la rentabilité immédiate.

Arcelor-Mittal vient de demander une réduction des coûts fixes de 50 euros par tonne d'acier alors que les salaires ne représentent que 10 % du coût, et le risque de la fermeture d'un haut fourneau à Fos-sur-Mer est patent, ce qui entraînerait une sous-production, préjudiciable à terme, à la viabilité du site. Ascometal a annoncé le 24 juillet la suppression de 307 emplois, dont 166 sur le site du Cheylas, en Isère, et 54 à Fos-sur-Mer.

La sidérurgie, passée peu à peu sous la coupe de grands groupes financiers, souffre de manque de projets industriels ambitieux. Elle est aujourd'hui pénalisée par le manque d'investissement dans l'homme, dans la recherche et dans les processus de fabrication alors que, par exemple, à Ascometal-Fos, la mise en place d'une coulée continue permettrait de réduire les coûts, de gagner de nouveaux marchés et de pérenniser le site. À Arcelor, toujours à Fos-sur-Mer, 1 000 emplois ont été détruits en dix ans, dégradant ainsi les conditions de travail, mais également la qualité des produits. Dans ma seule circonscription, plus de 3 000 emplois directs sont menacés.

Monsieur le ministre, quelles dispositions pouvez-vous prendre pour que soit mise en oeuvre une véritable politique industrielle orientée vers l'emploi et vers le développement qualitatif de la production ? Envisagez-vous à cet effet une entrée de l'État dans le capital de ces sociétés...

M. Alain Marty. Il envisage, mais c'est tout !

M. Gaby Charroux. ...à la hauteur minimale de la minorité de blocage afin de peser sur les choix industriels et sociaux ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre du redressement productif.

M. Arnaud Montebourg, *ministre du redressement productif*. Monsieur Charroux, alors que la gauche avait constitué, à l'époque du gouvernement de Lionel Jospin, les deux derniers grands groupes sous contrôle national et européen que sont EADS et AREVA, vous posez cette question après dix années (*Exclamations sur de nombreux bancs du groupe UMP*)...

M. Guy Geoffroy. Vous êtes incorrigible !

M. Arnaud Montebourg, *ministre*. ...pendant lesquelles les groupes Pechiney et Arcelor, dans l'acier et dans l'aluminium, ont été...

M. Patrick Lemasle. Bradés !

M. Jean Paul Bacquet. Flingués !

M. Arnaud Montebourg, *ministre*. ...remis entre des mains qui ne sont plus les nôtres et qui échappent à toute forme de contrôle. Nous sommes donc aujourd'hui dans une situation où des groupes financiers, d'ailleurs pour l'essentiel des groupes miniers, recherchent davantage de marges et de rentabilité en sortant des activités de

transformation.

Vous citez le site de Fos-sur-Mer, mais il y a aussi ceux de Dunkerque et de Florange à propos duquel l'ancien Président de la République déclarait, le 1er mars 2012 : " Le deuxième haut fourneau repartira au deuxième semestre. " Nous savons aujourd'hui que cette affirmation est péremptoire (*Protestations sur plusieurs bancs du groupe UMP*),...

M. Jean Pierre Barbier. Comme les vôtres !

M. Arnaud Montebourg, *ministre*. ...car de haut fourneau qui repart, il n'en est point, et qu'au contraire, Arcelor Mittal ferme, de même qu'il se désengage de Liège, considérant qu'il y a des surcapacités dans toute l'Europe. Notre choix est fait après le rapport rendu par M. Faure, qui a montré que les sites sont viables, qu'ils ont un avenir, pour peu que l'aciériste Arcelor-Mittal décide d'y investir et de faire son travail de propriétaire d'usines : nous allons engager un dialogue au plus haut niveau pour infléchir les décisions qui sont prises aujourd'hui en défaveur de l'Europe. Si nous n'y parvenons pas, nous en reparlerons, monsieur le député. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs du groupe écologiste.*)

M. André Chassaigne. Il faut aussi déposer des lois !

Données clés

Auteur : [M. Gaby Charroux](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (13^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 66

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Redressement productif

Ministère attributaire : Redressement productif

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [1er août 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [1er août 2012](#)